

Lauragais Infos

VOIX DU MIDI
LAURAGAIS

35 rue Carnot
BP 50017 - 31 290 Villefranche de Lauragais
Tél. 05 61 83 48 05 - Fax: 05 34 66 28 24
E-mail: redaction.lauragais@voixdumidi.fr
Éditeur: Pascal Pallas

Société éditrice :
SOCIÉTÉ D'ÉDITION DE LA PRESSE
RÉGIONALE (SEPR)
Siège social : 28, rue Thérèse de Montaugé
31007 TOULOUSE Cedex 2
SA au capital de 357 500 €

Principal actionnaire :
PRESSE REGIONALE
Directeur de publication :
Francis GAUNAND

Directeur délégué :
Philippe DUCEPT

Président :
Francis GAUNAND

Impression : IMPRAM 22140 CAVAN



Imprimé sur du papier produit en France à partir de 75 à 100 % de fibres recyclées. Une part de ce papier fourni par UPM sous le numéro F1071001 est porteur de l'écolabel européen. Extrapolation : 0,010 kg/tonne.

Publicité locale, régionale et petites annonces :
Tél. 06 22 93 44 88
e-mail: publicite@hebdoc.com
www.hebdoc.com

Directeur de publicité :
Anthony COUFANT
Par arrêté préfectoral, journal habilité à publier les annonces judiciaires et légales sur le département (ou arrondissement) : Haute-Garonne

Prix: 1,30 €
Abonnement 1 an : 62 €

ISSN 1766-6856
Commission paritaire n° 0119 C 84217

Dépôt légal - Reproduction intégrale ou partielle de la présente publication interdite - loi du 11/03/57 - sans autorisation de l'éditeur

L'équipe

- Rédacteur en chef : Paul Halbedel - paul.halbedel@voixdumidi.fr - Tél. : 05 61 83 83 13.
- Journaliste : Florian Moutafian - florian.moutafian@voixdumidi.fr - Tél. : 05 61 83 83 15.
- Journaliste : Marine Pons - marine.pons@voixdumidi.fr - Tél. : 05 61 83 84 05.
- Commercial : Florian Lasne - 06 23 05 65 46.
- Abonnements : Françoise Gautier CS 72 137 - 31 017 Toulouse cedex 2
- Diffusion - Promotion : Yann Sylvestre - 06 80 17 19 35
- Annonces légales : Tél. 05 61 99 44 45 - legales2@presse-regionale.fr
- Abonnement : Tél. 05 61 99 44 44 - abonnements.lauragais@voixdumidi.fr (Pour tout changement d'adresse, merci de joindre la dernière bande-envoi)

LE *tweet* DE LA SEMAINE

« Saint-Hilaire : fin du monde, plus d'Ehpad, plus de mairie, plus de cabinet médical, pas d'eau ni électricité. Immense tristesse. #InondationsAude »

De Mireille Robert, la députée LREM de la troisième circonscription de l'Aude, lundi 15 octobre, au moment de constater les dégâts enregistrés dans cette commune ravagée par les inondations ayant frappé l'Aude.

LE CHIFFRE **85 000**

- C'est le nombre de patients qui sont attendus au cours de la première année d'exploitation de la nouvelle clinique Capio La Croix du Sud qui a ouvert ses portes lundi 15 octobre à Quint-Fonsegrives (voir notre article en page 10). Cette infrastructure de 33 000 m² pour une capacité totale de 400 lits - qui accueille notamment une maternité, une structure d'urgences, un service de soins de suite et de réadaptation, un service de radiologie ou encore une maison médicale composée de 160 médecins - est le fruit du regroupement de la clinique Capio Saint Jean Languedoc et de la polyclinique du Parc. Elle a vu le jour à l'issue d'un chantier long de 32 mois pour un investissement global à 100 % privé avoisinant les 100 millions d'euros.

BAZIÈGE - NAILLOUX. Trésoreries publiques : « Victoire partielle » pour la CGT

Dans un courrier adressé au député Sébastien Nadot, le ministre de l'Action et des comptes publics annonce qu'il renonce à fermer la trésorerie de Bazège.

Menacé de fermeture depuis plusieurs semaines, le Centre des finances publiques de Bazège continuera finalement d'accueillir le public après le 1^{er} janvier 2019.

Pour rappel, le projet de la Direction générale des Finances publiques (DGFiP), annoncé lors d'un comité technique local organisé en juin 2018, prévoyait la fermeture de l'établissement, assortie d'un transfert de la gestion des budgets de collectivités locales vers la trésorerie de Castanet-Tolosan et de l'accueil des particuliers pour les questions fiscales vers le centre des finances publiques de Toulouse - Rangueil.

Une décision « personnelle » du ministre

C'est le ministre de l'Action et des comptes publics, Gérard Darmanin, qui annonce ce revirement de situation dans un courrier en date du lundi 8 octobre, adressé à Sébastien Nadot, le député de la dixième circonscription de Haute-Garonne : « Souhaitant réexaminer de manière plus globale l'implantation du réseau afin de mieux tenir compte des objectifs d'aménagement et d'équilibre des territoires, j'ai demandé que la réorganisation du réseau des trésoreries soit envisagée selon le principe de "déconcentration de proximité". Ce principe vise à redistribuer l'implantation de réseau de la DGFiP, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, des métropoles et chefs-lieux de départements vers les zones plus rurales, en veillant à préserver la meilleure accessibilité des services publics à nos concitoyens. Dans cette perspective et après avoir entendu les interrogations et les craintes des différentes parties prenantes, et notamment les vôtres, j'ai personnellement décidé de ne pas fermer la trésorerie de Montgiscard - Bazège. »

Une « belle victoire », pour



Jean-François Roussel, maire de Bazège, et Boris Beaudoin, représentant des personnels CGT Finances publiques, sont mobilisés depuis plusieurs semaines. ©CGT Finances publiques 31

Jean-François Roussel, même si le maire de Bazège tempère légèrement son enthousiasme : « Certes, on sait qu'elle ne restera pas ouverte indéfiniment mais c'est une bonne chose car nous avons encore des personnes âgées qui n'ont pas Internet... Il faut remercier tous ceux qui nous ont soutenus car cela n'a pas été sans peine... »

Cette annonce de Gérard Darmanin sonne également comme une victoire pour le syndicat CGT Finances publiques, mais une victoire « partielle » commente Boris Beaudoin, représentant des personnels : « On appelle à poursuivre le combat ! Il faut que tous les emplois soient pérennisés et on va remettre le couvert pour que le même sort soit réservé à la trésorerie de Nailloux ! » Le syndicaliste salue tout de même la forte mobilisation du maire et

des habitants de Bazège, des élus des communes voisines et des personnels concernés. Une pétition avait notamment été lancée par le syndicat et un vœu avait également été voté par les élus du Sicoval réunis en conseil communautaire. Ce combat avait même fait l'objet d'un reportage au journal télévisé de 20 heures sur TF1.

Et à Nailloux ?

Après avoir obtenu gain de cause dans ce dossier, le syndicat CGT Finances publiques va désormais s'atteler au sauvetage de la trésorerie publique de Nailloux dont la fermeture est elle aussi annoncée pour le 1^{er} janvier 2019, agrémentée

d'un transfert de ses activités vers le Centre des finances publiques de Villefranche-de-Lauragais. Une fermeture qui est désormais validée par Gérard Darmanin, selon le directeur régional de la DGFiP, Hugues Perrin : « Nous allons poursuivre sur la ligne donnée par le ministre et travailler sur l'accessibilité du service pour ceux qui n'ont pas accès à Internet. Pour cela, nous allons travailler avec les élus locaux et avec la Maison de services au public (MSAP) gérée par l'intercommunalité et installée à Nailloux... Nous devons simplifier la démarche et répondre aux attentes des usagers. »

Paul Halbedel et Florian Moutafian



Les membres de la CGT Finances publiques avaient fait signer une pétition sur le marché de Bazège. ©CGT Finances publiques

→ Le combat continue

Dans un communiqué envoyé suite à l'annonce des choix du ministre, la CGT Finances publiques assure que « le combat ne s'arrête pas là ». Le syndicat précise : « La CGT Finances publiques 31 veillera à ce que les moyens soient donnés à la trésorerie de Montgiscard-Bazège pour fonctionner. Les collectivités concernées devront, elles aussi, être vigilantes. » Et pour Nailloux ? « Rien n'est inéluctable », écrit le syndicat. « Le décret de fermeture n'est pas encore publié ! Restons vigilants, la fermeture de la trésorerie de Nailloux risquerait d'entraîner la fermeture de celle de Caraman puisque la Centrale prône déjà une trésorerie par intercommunalité ! »

Retrouvez
VOIX DU MIDI
LAURAGAIS
le journal du Lauragais
sur